

RÉUNION DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE RÉSISTANCE ET DE RECONQUÊTE DES ACQUIS DE 1936 ET 1945.

A lors que les cheminots en sont à leur 24^{ème} journée de grève, ils restent encore unis et déterminés à ne pas lâcher, malgré les retraits de salaire et la poursuite du processus législatif : les concessions annoncées par le gouvernement n'en sont pas. Il s'agit bien de privatisation et de la casse du statut. Et la reprise de la dette n'est pas la revendication des cheminots mais une condition à remplir pour la privatisation.

- Et de nouveaux projets sont annoncés : casse de la fonction publique, nouveau plan de réduction des moyens de l'hôpital public, réforme des retraites par un système à points qui ferait disparaître les régimes spéciaux et ferait baisser les retraites de tous les salariés.
- C'est un projet d'ensemble cohérent d'individualisation et de disparition de toutes les garanties collectives pour livrer les travailleurs et les jeunes à une exploitation sans limites. Ce projet est celui du capital exprimé par le FMI qui vient d'encourager Macron à avancer dans son application.
- Les militants et les travailleurs s'interrogent sur les moyens de résister : la reprise des journées saute-mouton, comme c'est le cas dans la fonction publique, pose problème.
- L'alliance des syndicats et de ce qui reste des partis de l'union de la gauche suscite la méfiance, et n'a pas produit la marée annoncée le 26 mai.
- Tout le monde se dit qu'il faudrait pourtant les arrêter avant qu'ils n'aient tout détruit et que pour cela il faudrait bloquer le pays.

C'est la discussion que nous vous proposons d'ouvrir et de poursuivre en désignant un délégué pour la réunion nationale de délégués des Comités départementaux de résistance et de reconquête qui aura lieu le samedi 23 juin à Paris.

**MARDI 19 JUIN 2018 À 19 H,
BRASSERIE « AU TRIBUNAL »,
6 QUAI FINKMATT, 67000 STRASBOURG.**

Signataires : Serge BLOCH, syndicaliste retraités ; Hervé GOURVITCH, syndicaliste enseignement ; Michelle POLOCE, syndicaliste enseignement supérieur ; Michel POULET, syndicaliste action sociale ; Christian PRUDHOMME ; syndicaliste santé publique, Nicolas ROBERT, syndicaliste enseignement.